

STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 5 SEPTEMBRE 2025

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA
Stratège en chef du marché

La saison des frissons

« Double, double, peine et trouble! Feu, brûle, et, chaudron, bouillonne! »

– William Shakespeare, *Macbeth*

Le fil conducteur : Pour le meilleur et pour le pire, le parfum de la citrouille épicée est à nouveau dans l'air. Voilà qui nous rappelle aussi le déclin annoncé par les statistiques (septembre) et les éventuels remous sur les marchés (octobre) qui peuvent être perturbants. Même si on s'attend à un retour de la volatilité, le marché devrait poursuivre son ascension grâce à la solidité des données fondamentales. Nous vous présentons les principaux ingrédients à surveiller pour que votre potion magique fasse l'effet voulu.

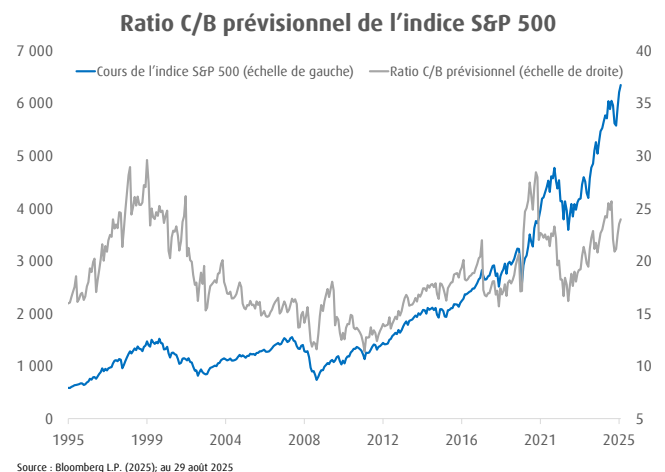
Démarrage avec style

Après la dernière longue fin de semaine de l'été, les négociateurs se sont montrés résolument maussades. Les cours des actions et des obligations ont fortement chuté lors de la première séance de bourse postérieure à la fête du Travail. En revanche, l'or, les cryptomonnaies et d'autres actifs de diversification se sont redressés.

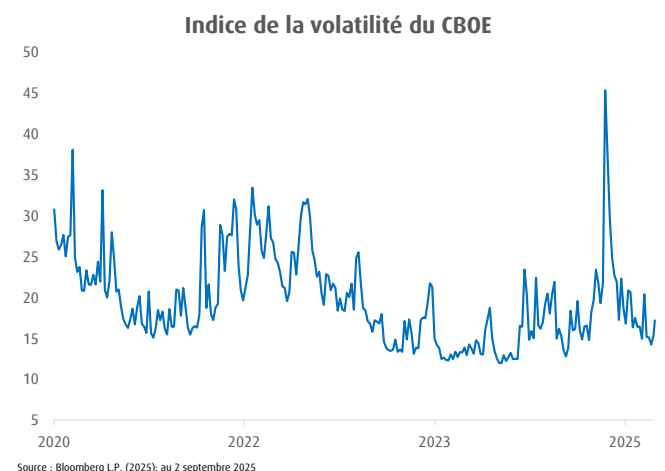
Un certain recul n'est peut-être pas étonnant compte tenu des rendements robustes générés en août. La plupart des indices ont terminé le mois près de leurs sommets historiques. L'indice S&P 500 et l'indice Nasdaq ont progressé de 1,9 % et de 1,6 %, respectivement. L'indice de sociétés à faible capitalisation Russell 2000 a gagné 7,0 %, indiquant que la participation à la hausse s'est élargie, mais il continue de tirer de l'arrière en cumul annuel. L'indice S&P/TSX a également terminé le mois à des sommets records, avec une hausse de 4,8 %.

Comme nous l'avons mentionné la semaine dernière ([Perspectives stratégiques hebdomadaires – Garder la tête sur les épaules dans un monde complètement « delulu »](#)), la période de publication des bénéfices bien meilleure que prévu a contribué à renforcer le rendement du marché. Selon la mise à jour de la grille de performance de FactSet (29 août 2025), maintenant que 98 % des sociétés de l'indice S&P 500 ont présenté leurs résultats, la croissance globale des bénéfices s'est établie 11,9 %. Il s'agit du **troisième trimestre consécutif de hausse supérieure à 10 %**ⁱ. Même si l'on exclut les sept magnifiques, la croissance globale des bénéfices frôle les 6 %, contre environ 0 % prévu au début de la périodeⁱⁱ. Les secteurs les plus performants ont été ceux des technologies, des services de communication et des services financiers, montrant que le thème de croissance s'est généralisé.

Bien que le trimestre se soit révélé meilleur que prévu, les valorisations boursières ont atteint des sommets inégalés depuis plusieurs décennies (à l'exception de la hausse temporaire anachronique provoquée par la pandémie). Selon les estimations de Bloomberg, le ratio C/B prévisionnel tournait autour de 25 à la fin du mois d'août.



La volatilité a reculé pendant la progression des actions. L'indice VIX, que l'on surnomme l'indice de la peur de Wall Street, a atteint sa valeur la plus faible en près d'un an. Compte tenu du pic observé en avril et des nouvelles inquiétantes qui se sont succédé les unes après les autres pendant le mois, il est remarquable que les craintes aient été modérées.



Défis saisonniers

À la fin du mois d'août, les sommets records des marchés combinés aux valorisations élevées et à la faible volatilité ont rendu les investisseurs nerveux. Les investisseurs étaient prêts à affronter un début de septembre potentiellement stressant, étant donné que ce mois est bien connu pour ses rendements médiocres. L'effet septembre comme on l'appelle a été analysé sous toutes les coutures par les médias au cours des dernières semaines. Les observateurs soulignent que les rendements sont négatifs la moitié du temps, selon la période choisie. Cependant, *Investopedia* rappelle que les statistiques sont un peu exagérées. Certes, le rendement moyen depuis 1928 est légèrement négatif, mais le rendement médian est positifⁱⁱⁱ.

De manière générale, l'automne suscite de l'appréhension. Bon nombre des plongeurs les plus notoires du marché se sont produits en octobre (1929, 1987, 1997, 2002, 2008). Un autre déclin prononcé, exacerbé par la dévaluation du rouble russe et la faillite très médiatisée du fonds de couverture Long Term Capital Management, a eu lieu en août et septembre 1998, accentuant encore plus l'aura maléfique de l'automne.

Selon les scientifiques du comportement, l'être humain est programmé pour rechercher l'ordre et déceler des tendances. C'est pourquoi l'analyse des périodes précédentes du marché nous fascine, car nous tentons d'y trouver des indices de ce qui nous attend. Or, de telles activités omettent souvent les contextes historiques qui diffèrent radicalement de la situation actuelle. Par exemple, on entend souvent dire que les rendements n'ont été positifs que lors d'un seul des cinq mois de septembre passés. Levez la main si vous pensez que le contexte actuel ressemble le moins du monde à celui des cinq derniers mois de septembre, à commencer par la pandémie de 2020. **Au lieu de se concentrer sur les tendances passées, il vaudrait sans doute mieux s'intéresser aux facteurs qui soutiennent ou fragilisent les assises fondamentales.**

Ce que les marchés surveilleront

L'attention des médias restera probablement focalisée sur une foule de thèmes récents, allant des personnes figurant sur la fameuse liste au changement de direction à la tête du Center for Disease Control et à la question de savoir si le Congrès peut éviter la paralysie. Les tensions géopolitiques et commerciales continueront également d'attirer les clics.

De leur côté, les investisseurs ont tendance à faire fi des débats et à se concentrer sur un éventail d'enjeux très limité. Les **investisseurs en actions veulent de la croissance**; ils prennent en considération les facteurs qui soutiendront ou stimuleront l'expansion économique, en particulier si cette expansion n'a pas d'effet inflationniste. Les **investisseurs en titres à revenu fixe se soucient principalement de récupérer leur capital dans le futur** et suivent de près la probabilité que l'entité emprunteuse puisse le rembourser. Ils espèrent également que le capital remboursé leur procurera un pouvoir d'achat au moins égal à sa valeur au moment où ils l'ont prêté. Même lorsqu'elle est faible, l'inflation peut considérablement diminuer le montant de base prêté, en particulier sur de longues périodes de détention. Les titres du Trésor protégés contre l'inflation aux États-Unis et les obligations à rendement réel au Canada sont des exemples d'instruments créés pour aider à atténuer ces répercussions.

Plusieurs éléments essentiels seront connus au cours des prochaines semaines :

- **Données sur l'emploi** – Des données clés seront bientôt publiées, à commencer par le rapport sur les emplois non agricoles ce vendredi. Nous avons souligné la semaine dernière que le président de la Réserve

fédérale américaine (Fed), Jerome Powell, a qualifié d'« étrange » la situation de l'emploi, lors de son allocution au sommet de Jackson Hole. Son commentaire semblait avoir pour but de préparer son auditoire à l'idée que les pressions à la baisse sur l'offre et la demande de main-d'œuvre maintenaient le marché de l'emploi global dans un équilibre délicat. Des rapports comme celui sur les emplois non agricoles, ainsi que les relevés d'ADP, les demandes hebdomadaires d'assurance-chômage et les sondages sur les perspectives d'emploi et la rotation du personnel aideront à dresser un portrait de la santé du marché du travail. *C'est important, car les personnes employées ont tendance à consommer et que la consommation génère plus des deux tiers de la croissance économique.*

- **Inflation** – Les relevés de l'IPC et de l'IPP seront publiés la semaine prochaine. Les investisseurs attendent ces données pour savoir si les tarifs douaniers se répercutent sur les coûts des utilisateurs finaux (IPC) ou s'ils sont susceptibles de réduire les marges pour la période de publication des bénéfices du troisième trimestre (en raison de l'augmentation des composantes de l'IPP). Une autre mesure de l'inflation privilégiée par la Fed, à savoir l'indice des dépenses personnelles de consommation, figure également au programme. *Si les données étaient plus faibles que prévu, les marchés seraient probablement enthousiastes, car le FOMC aurait ainsi une plus grande marge de manœuvre pour reprendre la réduction des taux lors de sa réunion dans deux semaines.*
- **Décisions des banques centrales sur les taux** – Le 17 septembre, le FOMC des États-Unis et la Banque du Canada (BdC) annonceront leurs prochaines décisions concernant les taux. Lors du sommet de Jackson Hole, le président Powell a laissé entrevoir la possibilité d'une baisse de 25 points de base. Études économiques BMO s'attendent à ce que la BdC abaisse ses taux de 75 points de base au cours des prochains trimestres, mais les baisses ne devraient pas commencer avant la réunion d'octobre. Les réductions que la banque centrale du Canada a décrétées au cours des deux dernières années totalisent déjà 225 points de base.
- **Données économiques de base** – L'adage voulant que les marchés ne soient pas l'économie est vrai dans un sens : les indices boursiers sont dominés par des secteurs différents de ceux qui alimentent le PIB (p. ex., les sociétés aurifères dans l'indice TSX). D'un autre côté, l'expansion économique influence souvent notablement l'évolution des marchés, d'autant plus que ceux-ci se focalisent sur la croissance et la solvabilité. Cette semaine, des données clés sur le secteur manufacturier et le secteur des services (indices des directeurs d'achats et sondages de l'Institute of Supply Management) ont donné un aperçu de la gestion des stocks, des répercussions des tarifs douaniers et des politiques commerciales, de l'embauche, des salaires et des plans de dépenses en immobilisations. *Les données préliminaires viennent renforcer l'équilibre délicat du marché du travail et l'optimisme béat dont les entreprises ont fait preuve tout au long de l'année.*
- **Taux de rendement des obligations à long terme** – Les taux de rendement des titres de créance à court terme du gouvernement américain ont baissé de plus de 10 points de base depuis le discours du président Powell à Jackson Hole, en prévision de la reprise des réductions de taux de la Fed. Les taux des obligations du Trésor à 30 ans ont toutefois augmenté ces derniers jours. Les négociateurs évaluent attentivement les politiques budgétaires du gouvernement, les progrès réalisés au chapitre de la dette et du déficit, les menaces continues qui pèsent sur l'indépendance de la Fed et la trajectoire de croissance du pays. Par le passé, les marchés boursiers ont éprouvé des difficultés lorsque les taux des titres à long terme ont franchi la

barre psychologique de 5 %. Il n'y a pas qu'aux États-Unis que les taux des titres à long terme ont augmenté; ils sont également en hausse au Royaume-Uni, au Japon et ailleurs, en raison des plans d'endettement et de dépenses.

- **Regain de vigueur sur le marché des PAPE** – De plus en plus de signes montrent que les marchés des opérations pourraient sortir de leur torpeur. Klarna (une société suédoise de vente à crédit) a récemment renouvelé sa demande de PAPE, après l'avoir temporairement mise de côté pendant la période de volatilité d'avril. D'autres, comme Canva et StubHub, semblent vouloir se lancer sur le marché public, au vu des solides résultats obtenus après les récents PAPE. L'indice des PAPE Renaissance Capital des sociétés ayant amassé plus de 50 millions de dollars a progressé de 12 % depuis le début de l'année, contre 10 % pour l'indice S&P 500 au cours de la même période^{iv}. Au cours des prochains mois, l'activité pourrait bien reprendre, car les souscripteurs exerceront des pressions pour que les transactions soient conclues avant la fin de l'année, après la forte remontée des marchés au début de la période. Par ailleurs, Anthropic a conclu une ronde de financement de 13 milliards de dollars qui a triplé la valorisation de la société, la portant à plus de 180 milliards de dollars^v. *Les diverses transactions annoncées incitent les investisseurs à rester à l'affût des prochaines sociétés qui se lanceront et à s'intéresser à la façon dont les opérations seront structurées. Voilà qui détourne leur attention du repli saisonnier potentiel et des craintes qu'il soulève.*

Répercussions pour les investisseurs

Les marchés boursiers ont commencé le mois de septembre à des niveaux proches de leurs sommets historiques et à des valorisations élevées (mais pas nécessairement extravagantes). Ce démarrage conjugué aux traditionnelles inquiétudes des marchés concernant septembre et octobre attise la nervosité des participants. Rester concentré sur les données et les scénarios concrets qu'elles annoncent devrait contribuer à les rassurer et à dissiper les pires craintes que soulève la saison des frissons.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

Cette semaine

Banques canadiennes – Au troisième trimestre, les banques canadiennes ont produit de solides résultats. Les bénéfices totaux de 17 G\$ CA ont augmenté de 17 % sur 12 mois. Les résultats supérieurs aux attentes ont principalement été alimentés par les revenus. Les hausses de revenus sur 12 mois ont varié, s'établissant à environ 9 % pour la TD et à environ 15 % pour la Banque Royale; les revenus de la Banque Nationale ont progressé de 19 % et comprenaient l'acquisition de CWB. Les revenus ont été favorisés par 1) la hausse à deux chiffres des marges d'intérêt nettes sur 12 mois, qui a soutenu les revenus nets d'intérêts malgré la croissance toujours faible des prêts; et par 2) les revenus tirés d'honoraires, qui ont été alimentés par la vigueur des activités sur les marchés, alors que les revenus des services de banque d'affaires, des services bancaires aux sociétés et de la gestion de patrimoine ont été plus solides, et que les revenus de négociation ont été supérieurs à la moyenne. Même si les commentaires à l'égard du crédit demeurent prudents, BMO Marchés des capitaux s'attend à ce que les provisions pour crédit diminuent l'an prochain.

Le PIB canadien baisse plus fortement que prévu – L'économie canadienne s'est contractée de 1,6 % en rythme annualisé au deuxième trimestre, ce qui est tout juste inférieur aux prévisions de -1,5 % de la Banque du Canada (BdC). La guerre commerciale a eu d'énormes conséquences au cours du trimestre. Les exportations nettes ont retranché 8,1 points de pourcentage de la croissance, le deuxième plus important repli jamais enregistré (après la pandémie). Cette baisse a surtout été imputable à la chute annualisée de 26,8 % des exportations, tandis que les importations ont reculé de 5,1 %. Le contexte incertain a également pesé sur les investissements des entreprises, les dépenses en machinerie et en matériel ayant chuté de 32,6 % en rythme annualisé, soit la quatrième baisse en importance jamais enregistrée. Les dépenses des ménages ont rebondi de 4,5 % en rythme annualisé, tandis que les dépenses et les investissements du gouvernement ont également contribué de façon notable à la croissance. Les investissements résidentiels ont été solides, affichant une hausse de 6,3 %. La vigueur au pays est plutôt rassurante, mais la durabilité de ce momentum reste à déterminer. On peut sans doute penser que l'économie évolue en grande partie comme le prévoit le Rapport sur la politique monétaire de juillet de la BdC. Les décideurs ont choisi de rester sur la touche, de sorte que ces données ne les inciteront probablement pas à réduire les taux en septembre, étant donné que le rapport sur l'emploi et l'IPC restent à venir.

Le marché de l'emploi américain montre des signes de son « équilibre étrange » – Le Bureau of Labor Statistics des États-Unis a publié son rapport mensuel tiré de l'enquête sur les postes vacants et le roulement de la main-d'œuvre (JOLTS), qui fait état de 7,18 millions de postes vacants en juillet, ce qui est inférieur aux 7,56 millions révisés en juin et aux prévisions consensuelles de Bloomberg de 7,38 millions. Les postes vacants s'établissent à un creux de 10 mois et le ratio des postes vacants par rapport aux chômeurs est tombé en deçà de un pour la première fois depuis avril 2021. À cela s'ajoutent des données d'enquête indiquant qu'il est devenu de plus en plus difficile de trouver un nouvel emploi et que le taux de démission affiche une tendance à la baisse (ce qui signifie que plus de travailleurs gardent leur emploi). Les mises à pied se sont maintenues à des niveaux relativement stables au cours des 12 derniers mois, alors que les entreprises conservent leurs travailleurs après la crise

d'embauche liée à la COVID-19. Lors des conférences téléphoniques sur les bénéfices du deuxième trimestre, les équipes de direction ont parlé du contrôle de l'effectif au moyen d'une combinaison de gels d'embauche et d'attrition plutôt que de mises à pied. La santé et le gouvernement, piliers de longue date de la croissance de l'emploi, ont tous deux enregistré des baisses sur 12 mois et d'un mois à l'autre en juillet.

Les tarifs douaniers américains font toujours les manchettes – Vendredi dernier, la Cour d'appel du circuit fédéral a statué que les pouvoirs tarifaires du président Donald Trump étaient limités. L'appel porte sur cinq décrets émis par M. Trump, dont des tarifs douaniers imposés au Canada, au Mexique et à la Chine. La majorité a conclu que l'*International Economic Emergency Powers Act* (JEEPA) ne donne pas au président le pouvoir d'imposer des tarifs douaniers à grande échelle d'une durée illimitée à presque tous les pays du monde. La décision a mis en évidence le fait que, même si le Congrès a adopté de nombreuses lois accordant au président un pouvoir tarifaire explicite, la JEEPA ne contient aucun libellé de ce genre. **Bloomberg a fait remarquer que si la décision est maintenue, le taux tarifaire moyen actuel de 16,3 % aux États-Unis serait réduit de moitié et le gouvernement fédéral devrait probablement rembourser des dizaines de milliards de dollars en tarifs douaniers déjà perçus.** Le président Trump a demandé à la Cour suprême d'examiner l'affaire dans les plus brefs délais.

Le Congrès américain et le président se disputent quant à des postes budgétaires déjà approuvés – Techniquement, la Constitution donne au Congrès le pouvoir du sac à main. C'est le Congrès qui établit le budget, mais c'est le président qui décide de faire le chèque. En vertu de l'*Impoundment Control Act* de 1974, le président peut demander au Congrès d'annuler un financement précis, puis les législateurs disposent de 45 jours pour voter oui ou non, l'adoption ne nécessitant qu'une majorité simple. Dans la pratique, si un parti contrôle les deux Chambres, il peut bloquer les dépenses que l'autre parti s'est battu pour inclure, ce qui est exactement ce qui s'est produit plus tôt cette année. En mars, le Congrès a adopté une résolution bipartite visant à financer le gouvernement jusqu'à la fin de l'exercice 2025. Mais en juin, le président Trump et les républicains au Congrès ont récupéré 9,4 milliards de dollars destinés à l'aide étrangère et à la radiodiffusion publique. Des groupes d'aide ont intenté une poursuite en faisant valoir que les réductions étaient anticonstitutionnelles. Un tribunal inférieur était d'accord, mais une cour d'appel a déterminé par la suite que les groupes n'avaient pas la capacité d'intenter une poursuite. Après la clôture des marchés le 29 août, le gouvernement a annoncé une autre annulation de 4,9 milliards de dollars. Comme l'exercice se termine le 30 septembre, il est peu probable que le Congrès ait le temps d'agir, ce qui signifie que les réductions entreront automatiquement en vigueur. À l'approche de nouvelles négociations budgétaires, les démocrates se trouvent dans une situation sans issue, soit ils négocient des ententes que les républicains pourront plus tard annuler, soit ils risquent d'être blâmés pour la paralysie du gouvernement avant les élections de mi-mandat de 2026. Le résultat le plus probable est une autre résolution provisoire prolongée pour éviter de paralyser le gouvernement.

La semaine prochaine

Les principales statistiques sur l'inflation aux États-Unis, y compris l'indice des prix à la consommation (IPC) et l'indice des prix à la production, seront largement analysées pour trouver des indices qui soutiennent ou contestent les attentes quant à une réduction de taux de la Fed.

Lundi 8 septembre – Crédit à la consommation aux États-Unis

Mardi 9 septembre – Indice d'optimisme des entreprises de la NFIB aux États-Unis

Mercredi 10 septembre – IPP et stocks des grossistes aux États-Unis

Jeudi 11 septembre – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi et IPC aux États-Unis

Vendredi 12 septembre – Confiance des consommateurs aux États-Unis | Permis de construction et utilisation de la capacité au Canada

Fiche des données au 5 septembre 2025

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 3 septembre 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
S&P 500	6 448	-0,2 %	10,6 %	25,0 %	26,3 %	-18,1 %
NASDAQ	21 498	0,2 %	11,8 %	29,6 %	44,7 %	-32,5 %
DOW	45 271	-0,6 %	7,7 %	15,0 %	16,2 %	-6,9 %
Russell 2000	2 350	-0,7 %	6,3 %	11,5 %	16,9 %	-20,5 %
S&P/TSX	28 751	0,7 %	18,4 %	21,7 %	11,8 %	-5,8 %
MSCI EAEO	9 798	-1,3 %	21,2 %	3,8 %	18,2 %	-14,5 %
MSCI Marchés émergents	688	0,7 %	19,8 %	7,5 %	9,8 %	-20,1 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Bloomberg U.S. Aggregate		0,1 %	5,1 %	1,3 %	5,5 %	-13,0 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,1 %	4,6 %	0,6 %	4,1 %	-12,5 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,1 %	5,4 %	2,1 %	8,5 %	-15,8 %
Bloomberg U.S. High Yield		-0,1 %	6,2 %	8,2 %	13,4 %	-11,2 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,1 %	3,1 %	0,9 %	4,5 %	-4,7 %
Bloomberg Canada Aggregate		0,0 %	0,8 %	4,0 %	6,5 %	-11,3 %
Bloomberg Canada Treasury		0,1 %	0,5 %	2,9 %	5,0 %	-9,9 %
Bloomberg Canada Corporate		-0,1 %	2,4 %	6,9 %	8,2 %	-9,5 %
Rendement des obligations d'État						
	3 septembre 2025	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2024	2023	2022
Bon du Trésor américain 10 ans	4,22 %	4,23 %	4,23 %	4,57 %	3,88 %	3,88 %
Obligation Canada 10 ans	3,38 %	3,37 %	3,27 %	3,23 %	3,11 %	3,30 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,75 %	4,72 %	4,49 %	4,56 %	3,53 %	3,66 %
Bund allemand 10 ans	2,74 %	2,72 %	2,61 %	2,36 %	2,02 %	2,57 %
Obligation Japon 10 ans	1,63 %	1,60 %	1,43 %	1,09 %	0,61 %	0,41 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 3 septembre 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Indice USD	98,14	0,4 %	-9,5 %	7,1 %	-2,1 %	8,2 %
CAD-USD	0,73 \$	-0,4 %	4,3 %	-7,9 %	2,3 %	-6,7 %
Bitcoin	112 263,72 \$	4,1 %	19,8 %	120,5 %	157,0 %	-64,3 %
Or	3 559,42 \$	3,2 %	35,6 %	27,2 %	13,1 %	-0,3 %
Pétrole (WTI)	63,97 \$	-0,1 %	-10,8 %	0,1 %	-10,7 %	6,7 %

* Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000^{MD} (« Russell 2 000^{MD} »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000^{MD}.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

ⁱ Rapport Earnings Insight de FactSet, 29 août 2025

ⁱⁱ Are "Magnificent 7" Companies Still Top Contributors to Earnings Growth for the S&P 500 for Q2?

ⁱⁱⁱ September Effect: Definition, Stock Market History, Theories

^{iv} Key IPO Market Insights: IPO Research Tools & Screeners | Renaissance Capital

^v Anthropic raises \$13B Series F at \$183B post-money valuation | Anthropic